

Réf.: 82a/2008/4 CH
prière de rappeler dans toute correspondance

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich
29, rue Benjamin Franklin
L – 1540 L u x e m b o u r g

Luxembourg, le 28 juillet 2010

***Recommandée contre
accusé de réception***

Madame,
Monsieur,


Je me permets de revenir par la présente à votre objection formelle contre la délibération du conseil communal du 19 avril 2010, portant approbation provisoire du projet d'aménagement particulier relatif aux îlots A, B et C du « Ban de Gasperich », compris entre la rue F.W. Raiffeisen et la rue François Hogenberg,

pour vous faire parvenir, en annexe, copie de la délibération du conseil communal du 16 juillet 2010, portant approbation définitive du plan d'aménagement particulier dont question.

Conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la décision sera affichée **pendant 15 jours complets, à partir du 29 juillet 2010**, à la maison communale où le public pourra en prendre connaissance.

En application de l'article 16 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les réclamations contre le votre définitif du conseil communal doivent être adressées à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région **dans les quinze jours** suivant la présente notification, ceci sous peine de forclusion.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Bourgmestre, 

Réf.: 82a/2008/4

Extrait du registre aux délibérations
du conseil communal

Séance publique du 16 juillet 2010

Point de l'ordre du jour: 4.- Objet: Urbanisme

Le conseil communal,

Présents : M. Helminger, bourgmestre-président ; Mme Polfer, M. Bettel, Mmes Beissel, Loschetter, échevins ;
MM. Fayot, Meyers, Stendebach, Rippinger, Angel, Mosar, Mmes Mart, Krieps, MM. Henckes, Thiel, Mmes Wiseler-Lima, Bartolozzi, MM. Back, De Toffoli, Drews, Radoux, Prost, Goldschmidt, conseillers; (23)
Mme Rix, secrétaire;

Excusés : Mmes Mergen, Als, M. Kollwelter, conseillers ; (3)

Avait quitté la séance : M. Bausch, échevin ; (1)

Considérant que par sa décision du 19 avril 2010, il a approuvé provisoirement un projet d'aménagement particulier (PAP) élaboré par le bureau d'architecture Schemel et Wirtz, agissant au nom et pour compte de la Ville de Luxembourg et de la société Grossfeld PAP S.A., et portant sur les îlots A, B et C d'un important fonds sis à Gasperich, au lieu-dit « Ban de Gasperich » ;

Considérant que les fonds couverts par le PAP, d'une contenance totale de quelque 14 hectares, sont inscrits au cadastre de la section HoC de Gasperich, Commune de Luxembourg, et se situent à l'extrémité sud du territoire de la Ville de Luxembourg, adjacent au quartier de la Cloche d'Or ;

Considérant que les terrains concernés sont classés au plan d'aménagement général comme « ensemble de terrains à aménager – zone mixte » avec un CMU admis de 2,5 ; que pour les terrains constituant les îlots A et B, il y a obligation de réserver 40 % de la surface au logement ;

Considérant qu'en application des articles 30 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, cette décision du conseil communal a été affichée pendant 30 jours complets, à partir du 10 mai 2010, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ;

Considérant que ce dépôt a été publié, en date du 8 mai 2010, dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg, ceci en application de l'article 12 précité de la loi modifiée du 19 juillet 2004 ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours prévu par l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004, les observations et objections contre la décision du conseil communal ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans le délai légal des observations et objections contre la décision du conseil communal ont été présentées par un écrit, portant la date du 7 juin 2010, au collège des bourgmestre et échevins, par le Syndicat d'Intérêts locaux de Gasperich ;

Considérant qu'en application de l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les réclamants ont été entendus en date du 5 juillet 2010 par le collège échevinal en vue de l'aplanissement des difficultés résultant de leurs objections respectives ;

Considérant qu'à cette occasion, les représentants du syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. ont exposé les différents points de leur réclamation, ayant trait notamment

- à l'IVL,
- aux problèmes découlant du scellement du sol ;
- à l'équilibre entre le nombre d'habitants et le nombre d'emplois ;
- à la verdure publique ;
- aux cessions ;
- aux parkings et emplacements de stationnement ainsi que l'augmentation du trafic engendrée par Auchan et autres projets importants prévus tant sur le territoire de la Ville que sur le territoire des communes limitrophes ;
- aux problèmes résultant pour le commerce local ;
- à la perte de la qualité de vie ;
- à la présence éventuelle d'un site historique romain ;
- aux dangers pouvant résulter d'obus non explosés subsistant des bombardements pendant la 2^e guerre mondiale ;

Considérant que les membres du collège des bourgmestre et échevins ont répondu aux différents volets de la réclamation ;

Considérant que la réclamation introduite par le Syndicat d'Intérêts locaux de Gasperich ne demande pas de modification du projet d'aménagement particulier tel qu'il a été approuvé provisoirement ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et par 20 voix, trois conseillers s'étant abstenus

r e j e t t e, pour autant que besoin, comme non fondés les différents points de la réclamation présentée;

a p p r o u v e définitivement le projet d'aménagement particulier portant sur les îlots A, B et C du « Ban de Gasperich », se situant à l'extrémité sud du territoire de la Ville de Luxembourg, adjacent au quartier de la Cloche d'Or et compris entre la rue F.W. Raiffeisen et le prolongement de la rue François Hogenberg ;

r e t i e n t que le dossier relatif à ce plan d'aménagement particulier est composé des pièces suivantes :

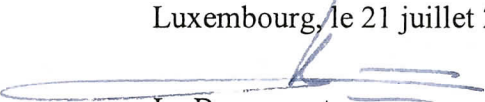
- un extrait du plan d'aménagement général à l'échelle de 1 : 5.000 portant la date d'octobre 2009 et reflétant la situation après l'approbation ministérielle du 14 avril 2006, précisée par un courrier du 7 mai 2007 et les décisions de la Cour Administrative du 15 janvier 2009 ;
- un extrait du plan cadastral à l'échelle de 1 : 2.500, émis en date du 2 décembre 2009 sous le numéro 280548 ;
- un relevé parcellaire pour la commune de Hespérange, section A de Hespérange, se composant d'une page, émis en date du 2 décembre 2009 ;
- un relevé parcellaire pour la commune de Luxembourg, section HoC de Gasperich, se composant de 7 pages, émis en date du 2 décembre 2009 ;
- un plan dénommé « PAP Grossfeld ZM Nord (îlots A, B, C) » - partie graphique, version 01.12.2009, à l'échelle de 1:1.000, portant le numéro A1BP17PAPZMNORD, index A, et la date du 26.02.2010 (date de rev./dessin) ;

- une partie écrite dénommé « PAP Grossfeld ZM Nord » se composant de 12 pages, portant la date du 01/12/2009 ;
- un rapport justificatif portant la date du 01/12/2009 ;
- un plan directeur dénommé « Grossfeld Luxembourg », portant la date du 1^{er} décembre 2009 et se composant d'une partie écrite de 43 pages, d'une partie graphique avec 8 plans et de 2 tableaux récapitulatifs ;


La présente délibération est transmise à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pour approbation.

Le conseil communal,
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme,
Luxembourg, le 21 juillet 2010



Le Bourgmestre,
Paul Helminger



Le Secrétaire général,
Patricia Rix